

**ARRÊTÉ DU 21 JUILLET 2022**

portant sur des travaux d'égavage effectués par l'entreprise ARBRES PLUS, avenue Gambetta, du 25 au 27 juillet 2022.

**LE MAIRE DE LA VILLE DE LAON,**

- VU** les dispositions du code général des collectivités territoriales, notamment celles en matière de police,
- VU** le code de la voirie routière,
- VU** le code de la route,
- VU** l'arrêté municipal du 15 janvier 2018 réglementant la circulation et le stationnement dans la ville de LAON ainsi que ceux le modifiant ou le complétant,
- VU** l'arrêté municipal n°2020/1470 du 26 mai 2020 portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric JOLY, 6<sup>ème</sup> Adjoint, dans le domaine de la prévention des risques et de la sécurité,
- VU** l'arrêté municipal n°2022/2749 du 1<sup>er</sup> juillet 2022 portant délégation de fonction à Madame Sylvie LETOT-DURANDE 1<sup>ère</sup> Maire Adjoint, en charge du cœur de ville, de l'artisanat et du commerce,

**CONSIDERANT** les travaux d'égavage effectués par l'entreprise ARBRES PLUS sise Z.A. des Warrennes – D602 – 59330 BEAUFORT, avenue Gambetta, du lundi 25 au mercredi 27 juillet 2022.

**ARRÊTE**

- ARTICLE 1 :** L'entreprise ARBRES PLUS est autorisée à occuper le domaine public afin d'effectuer des travaux d'égavage, avenue Gambetta, du lundi 25 juillet 2022 à 7 heures au mercredi 27 juillet 2022 à 17 heures.
- ARTICLE 2 :** Le stationnement des véhicules de toute nature sera interdit sur tout les emplacements situés face au n°4 à 10 bis avenue Gambetta, du lundi 25 juillet 2022 à 7 heures au mercredi 27 juillet 2022 à 17 heures.
- ARTICLE 3 :** Les signalisations réglementaires en vigueur au code de la route et les pré-signalisations, en tant que de besoin, seront mises en place par l'entreprise chargée d'effectuer les travaux qui devra de même assurer un passage sécurisé aux piétons
- ARTICLE 4 :** L'entreprise ARBRES PLUS sera tenue pour seule responsable des incidents pouvant survenir du fait de négligence ou d'une insuffisance de protection.
- ARTICLE 5 :** Pendant toute sa durée de validité, le permissionnaire aura obligation d'afficher la présente autorisation.
- ARTICLE 6 :** Conformément à l'article R 421-1 du code de Justice Administrative, tout intéressé dispose d'un délai de deux mois pour contester cet arrêté auprès du tribunal administratif d'Amiens.
- ARTICLE 7 :** Le Directeur général des services de la ville de LAON, le Directeur départemental de la sécurité publique, ainsi que les agents placés sous leur autorité, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.
- ARTICLE 8 :** Un original du présent arrêté sera inscrit au recueil des actes administratifs, un original sera transmis à l'intéressé. Une copie sera adressée à chaque membre chargé de l'exécuter, ainsi qu'au centre de secours principal, au centre hospitalier, aux transports urbains Laonnois, à la régie des transport de l'Aisne et au SIRTOM.

Pour le Maire Adjoint empêché et par délégation  
La 1<sup>ère</sup> Adjointe,  
Sylvie LETOT-DURANDE

